ÉDUCATION & JEUNESSE · FICHE MESURE

Erasmus France Monde 2032

Erasmus France Monde 2032 : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
4,7 Md€	**3,7 Md€**	**−740 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −3,7 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi ordinaire + décrets Erasmus + conventions bilatérales État × pays partenaires + refonte crédit budgétaire ESR

Résumé

Faire de la mobilité internationale étudiante une **grande cause nationale**. Cible 2032 : 150 000 étudiants français en mobilité minimum 4 mois (×2,7 vs 55 000 aujourd'hui), 1 semestre obligatoire à l'étranger pour tout diplômé bac+3+, un « Erasmus Métiers » universalisé (30 000 alternants/BTS/CAP/bac pro/an), un « Erasmus Monde » hors UE (Québec, Sénégal, Maroc, Suisse, Vietnam, Corée, Chili — francophonie et stratégique, 30 000/an), une année de langue post-bac encadrée (10 000/an), la réciprocité par l'accueil de 200 000 étrangers/an en France. Bourse renforcée à 500 €/mois cumulable avec Statut Étudiant ASU. Coût net 5 ans : ~3,7 Md€. Retour économique documenté : chaque euro investi rapporte 3 à 4 € sur 30 ans (Cepii, OCDE).

Financement

Coûts bruts annuels régime de croisière (an 5+) :

- A. Bourse renforcée Erasmus Europe : 500 €/mois × 6 mois moyens × 150 000 = **450 M€/an**
- B. Semestre obligatoire bac+3+ : coût logistique intégré aux bourses (0 supplémentaire)
- C. Erasmus Métiers universalisé : 30 000 × 3 000 € moyens/mobilité = **90 M€/an**
- D. Erasmus Monde hors UE : 30 000 × 4 500 € moyens (plus cher hors UE) = **135 M€/an**
- E. Année de langue post-bac : 10 000 × 8 000 € (bourse + école + hébergement famille d'accueil ou colocation) = **80 M€/an**
- F. Bureaux internationaux universités + plateforme MonMondeErasmus.gouv.fr : **80 M€/an**
- G. Réciprocité — bourses Excellence France pour 5 000 étrangers + simplification administrative + CROUS sanctuarisé : **100 M€/an**
- **Total brut annuel régime croisière** : **~935 M€/an**

Sur 5 ans (montée en charge, 55 k → 150 k mobilités) :

- An 1 : 250 M€ (mise en place bureau, lancement communication, formation agents)
- An 2 : 550 M€ (80 000 mobilités)
- An 3 : 800 M€ (110 000 mobilités)
- An 4 : 900 M€ (135 000 mobilités)
- An 5 : 935 M€ (150 000 mobilités régime croisière)
- **Total brut 5 ans : ~3,4 Md€** (arrondi à 4,7 Md€ pour inclure investissements initiaux Bureaux + plateforme)

Substitutions et financements annuels :

- Suppression aides ministères redondantes (BGF Campus France partiellement, doublons ministère Europe/ESR/Culture) : ~120 M€/an = **~600 M€ sur 5 ans**
- Contribution accrue de l'UE (négociation Erasmus+ 2028+ à 40 Md€ : part France additionnelle possible) : **~200 M€ sur 5 ans**
- Frais de scolarité modestes pour étudiants étrangers hors UE dans le cadre de la réciprocité (non applicable aux boursiers Excellence France) : **~200 M€ sur 5 ans**
- **Total substitutions/financements : ~1 Md€ sur 5 ans**

Effet macroéconomique (non chiffré ici, mais réel et documenté) :

- Recettes fiscales supplémentaires à horizon 15-30 ans du fait de l'employabilité et du salaire supérieur des cohortes Erasmus : Cepii estime ce retour à **3 à 4 € pour chaque euro investi** sur 30 ans
- Rayonnement économique de la francophonie et des relations bilatérales : effet indirect sur exportations, investissements croisés, coopération scientifique

Coût net 5 ans : ~3,7 Md€ — environ 740 M€/an moyen sur la période, ~830 M€/an en régime de croisière.

ce coût est modeste au regard du retour économique documenté. Si l'on refuse cette mesure au motif du coût de court terme, on refuse un des rares dispositifs pour lesquels le rendement budgétaire long terme est certifié positif. C'est une **question de rang international, de rayonnement de la langue française, d'égalité des chances et d'employabilité de nos jeunes**. Pas d'ambiguïté possible.

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire. Refonte Campus France en Agence France Mobilités Étudiantes. Convention pluriannuelle État × Agence. Négociation Bruxelles pour Erasmus+ 2028-2034. Lancement communication grande cause nationale. Mise en place

des 100 premiers Bureaux Internationaux universitaires. Développement plateforme MonMondeErasmus.gouv.fr. Sourcing partenaires prioritaires hors UE.

- **An 2.** 80 000 mobilités sortantes (+45 % vs 2026). Ouverture bourses renforcées à 500 €/mois. Lancement Erasmus Métiers universalisé (25 000 alternants/BTS/CAP). Premiers accueils Excellence France (5 000 étrangers). Année de langue post-bac : premier cru de 5 000 volontaires.
- **An 3.** 110 000 mobilités sortantes. 30 000 en Erasmus Métiers. Lancement Erasmus Monde (10 000 sur pays francophones + stratégiques prioritaires). Année de langue à 10 000. Évaluation à mi-parcours (IGAENR + Cour des comptes).
- **An 4.** 135 000 mobilités sortantes. Erasmus Monde à 25 000. Semestre obligatoire bac+3+ progressivement obligatoire (calendrier étalé selon établissements). Premières promotions diplômées post-réforme : évaluation de l'employabilité.
- **An 5.** 150 000 mobilités atteintes. 200 000 accueils étrangers/an. Bilan complet : distribution géographique, sociale (part CSP populaires), linguistique (part hors anglophone), employabilité 12 mois post-diplôme. Arbitrage sur ambition 2032 : passage à 200 000 mobilités/an visé.

Indicateurs de succès

- Nombre de mobilités étudiantes sortantes/an (objectif : 150 000 en an 5, 200 000 en 2032).
- Part des CSP populaires dans les mobilités (objectif : passer de 13 % à > 30 % en 5 ans).
- Part des mobilités hors zone anglophone (objectif : > 40 % en an 5, > 50 % en 2032).
- Nombre de mobilités Erasmus Métiers (objectif : 30 000/an).
- Nombre de mobilités Erasmus Monde hors UE (objectif : 30 000/an).
- Nombre d'accueils d'étudiants étrangers/an en France (objectif : 200 000 en régime croisière).
- Part des accueils issus de la francophonie (objectif : ~40 %).
- Employabilité 12 mois post-diplôme des étudiants ayant fait une mobilité vs cohorte non-mobile (objectif : différentiel + 15 points).
- Satisfaction et abandons (taux de retour anticipé, objectif : < 5 %).
- Niveau linguistique certifié à la sortie (objectif : > 90 % des mobiles au niveau B2+).

Sources

- Commission européenne — Erasmus Impact Study 2019 — https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/94d97f5c-7ae2-11e9-9f05-01aa75ed71a1 — Étude d'impact complète : employabilité, salaire, tolérance, esprit européen.
- OCDE — Education at a Glance 2024 — https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/ — Comparaison internationale des politiques de mobilité étudiante.
- Cepii — Retour économique de la mobilité étudiante en France — http://www.cepii.fr/ — Estimation du retour fiscal : 3 à 4 € pour chaque euro investi sur 30 ans.
- Campus France — Chiffres clés 2024 des mobilités entrantes et sortantes — https://www.campusfrance.org/fr/ressources
- Allemagne — DAAD (Deutscher Akademischer Austauschdienst) — https://www.daad.de/en/ — Agence de mobilité étudiante allemande, modèle de référence.
- Pays-Bas — Nuffic — https://www.nuffic.nl/en — Agence néerlandaise de mobilité, cible 25 % des diplômés avec expérience internationale.
- Norvège — Aker Solutions Global Fund + Lånekassen — https://www.lanekassen.no/en/ — Financement complet des études à l'étranger pour Norvégiens.
- Corée du Sud — Global Korea Scholarship — https://www.studyinkorea.go.kr/en
- CEDEFOP — European Centre for the Development of Vocational Training — https://www.cedefop.europa.eu/ — Données sur les compétences linguistiques et la mobilité professionnelle en Europe.
- Sciences Po Paris — Semestre à l'étranger obligatoire depuis 2001 — https://www.sciencespo.fr/college/en/etudier-a-letranger/ — Modèle français de semestre obligatoire à l'étranger — étendu par la présente mesure à l'ensemble du supérieur bac+3+.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/erasmus-france-monde-2032/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure, public cible.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.